

BUREAUX : RUE NAIN,

DIRECTEUR-GÉRANT : A. REBOUX

ABONNEMENTS : ROUBAIX-TOURCOING: Trois mois, 12 fr. ; Six mois, 23 fr. ; Un an, 44 fr. LE NORD DE LA FRANCE : Trois mois, 14 fr. ; Six mois, 27 fr. ; Un an, 51 fr. — L'abonnement continue, sauf avis contraire.

ANNONCES : 20 centimes la ligne RÉCLAMES : 25 centimes — On traite à forfait.

JOURNAL DE ROUBAIX

MONITEUR POLITIQUE, INDUSTRIEL ET COMMERCIAL DU NORD

Heures de départ des trains : Roubaix à Lille, 5 17, 7 21, 8 21, 9 53, 11 26, m., 12 26, 1 56, 3 42, 5 11, 6 43, 7 38, 9 36, 11 11, s. — Roubaix à Tourcoing-Mouscron, 5 38, 7 48, 8 48, 10 13, 11 23, m., 1 15, 2 38, 4 48, 5 48, 8 13, 10 22, 11 15, s. — Lille à Roubaix, 5 20, 7 00, 8 30, 9 55, 11 05, 12 57, 2 20, 4 30, 5 30, 7 55, 10 05, 11 15. Tourcoing à Roubaix et Lille, 5 10, 7 12, 8 12, 9 46, 11 17, 12 17, 1 47, 3 33, 6 03, 7 28, 9 24, 11 02. Mouscron à Lille, 7 00, 8 00, 9 36, 11 05, 12 05, 3 21, 4 50, 5 53, 7 40, 9 40.

ROUBAIX, 25 JANVIER 1873

BOURSE DE PARIS	
DU 24 JANVIER	
3 0/0	53 95
4 1/2	78 75
Emprunt 1871	86 85
Emprunt 1872	88 90
DU 25 JANVIER	
3 0/0	54 35
4 1/2	78 75
Emprunt 1871	87 25
Emprunt 1872	89 25

accaparé par M. Thiers. Ce qui était si détestable naguère, est donc devenu bon ; il ne s'agit que de mettre la main dessus.

Les radicaux prétendent qu'imposer des limites aux irruptions de M. Thiers dans les débats de l'Assemblée, c'est fausser la responsabilité qu'ont imposée à cet homme (providentiel) le suffrage universel et la volonté populaire de 26 départements.

Les officieux de l'Empire parlaient-ils autrement, quand il s'agissait de défendre la politique napoléonienne contre les orateurs de l'opposition.

Comment se fait-il que le même raisonnement s'applique si bien à deux régimes si différents, au moins de nous? Citoyens radicaux, soyez donc un peu plus logiques, ou bien soyez plus francs et ne masquez pas sous le nom de libéralisme et de progrès vos furieuses convoitises.

nière, l'hérédité de la famille et enfante ainsi l'égalité socialiste.

Il y a des petites républiques, disent Montesquieu et de Maistre, jamais il n'y a eu de grande république... Je connais la grande république, romaine qui était une oligarchie avec le patriciat au sommet et l'esclavage à la base ; je connais la grande république américaine, qui est une fédération qui a vécu jusque hier avec l'esclavage, et dont l'immense territoire non défriché offre la propriété à qui veut la prendre, ce qui fait de ce peuple propriétaire un peuple conservateur ; mais je ne connais pas une nation qui ait vécu en république, sans déchoir, avec plus de dix siècles de monarchie, dans l'esclavage et la féodalité, avec l'égalité, l'unité et la centralisation, avec une population débordant un territoire envahi, morcelé et disputé, avec une classe ouvrière salariée et non propriétaire ; non, cela ne s'est jamais vu ; ou serait de la France républicaine, non pas une Amérique, mais un Mexique. Je ne crois donc pas à la république française, parce que je crois à l'histoire.

On lit dans la Liberté :

« Nous apprenons que des amis communs à M. le comte de Paris et à M. le comte de Chambord ménagent entre les deux princes une entrevue qui aurait lieu prochainement. »

Le *Courrier de France* qui est, comme nous l'avons dit, l'organe de la fraction la moins conciliante des hommes de 1830, constate la reproduction faite par le *Journal de Paris* de divers extraits des lettres et manifestes du comte de Chambord, et il avoue que « les tentatives de rapprochement sont aujourd'hui sérieuses. »

La même feuille annonce que, le 19 de ce mois, il y a eu, à Berlin, dans l'église de la garnison, en présence de l'empereur et de l'impératrice, des princesses impériales, de tous les maréchaux de l'armée, de plusieurs généraux et d'une députation de chaque régiment, une exposition de quatre-vingt-six drapeaux tricolores français.

REVUE DE LA PRESSE

La *République française*, s'adressant à la *Gazette de France*, avait osé rééditer cette vieille calomnie que nous retrouvons encore ce matin dans les colonnes du *Progrès du Nord* :

« Ces gens-là sont toujours les mendiants de Coblenz, ceux qui supplient l'étranger de les ramener dans ses foyers. »

Le *Courrier de France*, un journal qui ne partage pourtant pas nos convictions, adresse à la feuille gambettiste cette juste réplique :

Il y a longtemps qu'au nom de la vérité et de la justice on a réduit à néant cette accusation, si souvent répétée, qui représente Louis XVIII comme étant rentré en France dans les fourgons de l'étranger. Il y a longtemps que l'histoire a démontré qu'aux Bourbons seuls ont été dus alors le salut du pays et l'intégrité du territoire.

C'est en vain que les bonapartistes, après 1815, se sont coalisés avec les démagogues pour répandre et propager cette calomnie.

Le vrai est qu'après les désastres attirés sur la France par la folie du premier Napoléon, l'établissement d'une République aurait achevé de nous perdre en offrant maint prétexte à nos ennemis désireux de notre ruine complète.

Le vrai est, on ne saurait trop le redire, qu'avec le principe tout puissant de la légitimité, Louis XVIII a pu vaincre les haines, rompre les coalitions, briser les résistances, et que, dès le moment de sa rentrée en France, il a été le principal adversaire de l'étranger, le réel défenseur de la nation. Que tous ceux qui se rappellent encore sa fière attitude, son énergie virile, son mâle langage, la promptitude avec laquelle le crédit a été rétabli, osent nous démentir !

Quant au reproche adressé aux monarchistes sur leurs sentiments pendant la guerre, leurs états de service sont trop brillants pour que ces reproches puissent être pris au sérieux. Il serait plus opportun de rappeler que ce sont les amis de la *République française* qui se sont réjouis de nos désastres, parce qu'ils voyaient non la défaite de la France, mais la cause de leur avènement.

En faisant remarquer les arguments de deux de nos députés du Nord en faveur de l'amendement qui fixe à douze ans l'entrée des enfants dans les manufactures, *Paris-Journal* disait hier :

Des hommes autorisés, MM. Laurent, Cordier, de Melun, ont soutenu cette thèse. Si on ne les connaissait, on pourrait croire qu'ils prêchent un peu trop pour leur saint, et qu'ils ne sont point suffisamment désintéressés dans le débat. Ce serait injuste, tout d'abord pour M. de Melun, qui n'est point un industriel ; injuste aussi pour les autres, même pour M. Cordier, qui est peut-être un peu plus Rouennais que de raison. Mais qui osera jamais adresser un semblable reproche à M. Laurent, l'équité même, et certainement l'un des hommes les plus remarquables d'une Assemblée qui en compte beaucoup, à tel point que qui donnerait vingt-cinq Louis Blanc pour la moitié d'un Laurent ne ferait pas une mauvaise affaire?... Non, il n'est pas possible de suspecter ces gens-là. Il faut donc admettre qu'il y a quelque chose de raisonnable dans leurs raisons.

Le *Journal des Débats* a publié hier la note suivante :

« Quelques journaux ont signalé, avec une extrême obligation, mais non sans une certaine exagération, la présence des princes de la maison d'Orléans au service funèbre qui a été célébré le 21 janvier dans la chapelle expiatoire du boulevard Haussmann. Les princes d'Orléans n'ont pas seulement obéi dans cette circonstance à une religieuse inspiration, ils ont suivi les exemples et continué les habitudes invariables de leur famille. La reine Marie-Amélie n'a jamais manqué de faire dire une messe de triste commémoration le 21 janvier ; et ni elle ni le roi Louis-Philippe n'ont jamais manqué d'y assister. Les princes et les princesses, leurs enfants, y assistaient avec eux. »

Absents de Paris ou de France, pour le service du pays, les princes d'Orléans n'en restaient pas moins fidèles à ce pieux usage et à cet austère souvenir. Croire ou donner à croire qu'ils ont voulu faire une profession de foi politique le 21 janvier dernier, c'est absolument se tromper. La célébration d'un tel anniversaire n'implique de leur part aucune démonstration contraire aux principes et aux conquêtes de la Révolution française, celle qui a créé la France moderne. La Révolution avait d'être détournée de son cours naturel et de son libéral esprit, avait laissé Louis XVIII sur le trône. C'est la démago-

gie, c'est-à-dire la fausse Révolution, la Révolution corrompue et pervertie, qui l'a détrônée et qui l'a tuée. »

L'Union répond :

« Cette note veut avoir une signification officielle. Il appartient à d'autres qu'à nous de dire s'il y a là autre chose qu'un jeu de vieux parti, troublé par des indices qui se raient un désaveu de ses infidélités et de ses rancunes. »

« Nous ne discutons pas ce qui ressemblerait à des mauges. »

« Nous sommes de ceux qui, sans obligation comme sans exagération, ont loué l'acte public des princes de la maison d'Orléans. »

« Nous disons l'acte public, car pour la première fois depuis 1830 ces princes venaient s'agenouiller tous ensemble aux pieds de l'autel expiatoire où prie la fidélité royaliste. »

« C'était là, pensions-nous, un bon présage, et si nous nous étions trompés, nous aimerions encore notre erreur. »

Le journal officiel de 1830 daigne nous assurer que « la Reine Marie-Amélie et le Roi Louis-Philippe n'ont jamais manqué d'assister à une messe de triste commémoration du 21 janvier, et que les Princes et Princesses, leurs enfants, y assistaient avec eux. » Nous ne saurions mettre en doute un si saint devoir accompli ; nous pourrions dire seulement que la France ne le savait pas, et bien que la piété qui se cache soit la plus touchante, il y a des actes dont le mérite est de n'être point secrets.

« Nous n'ajouterons pas que si les Princes d'Orléans, absents de Paris ou de France, restèrent fidèles à ce pieux usage et à cet austère devoir, la France même n'eût pas la liberté de faire comme eux ; se serait mêler des souvenirs amers à des impressions d'édification et d'espérance. »

« Enfin le journal officiel de 1830 tient à ce qu'il n'y ait pas de méprise sur le fait de la présence des Princes à la chapelle du boulevard Haussmann. — La célébration d'un tel anniversaire n'implique de leur part aucune démonstration contraire aux principes et aux conquêtes de la Révolution française. »

« Le journal officiel coupe en deux parts la Révolution, et ce n'est pas le lieu de le suivre en son sophisme ; nous laissons ce soin à ceux qui gardent la tradition révolutionnaire dans son intégrité. »

« Ce qui nous intéresse dans la Note, c'est la signification qu'elle veut avoir. »

Elle semble dire que nous nous sommes mépris sur une bonne action. Ce serait, en ce cas, une faute d'honnêteté politique, sorte d'erreur à laquelle n'est jamais exposé le *Journal des Débats*. »

LETTRE DE PARIS

(Correspondance particulière du *Journal de Roubaix*.)

Paris, 24 janvier.

Depuis la mort de Napoléon III, on peut remarquer à Paris, parmi les industriels et les commerçants et même parmi les ouvriers qui ne subissent pas l'influence des feuilles radicales, un mouvement visible de retour vers les saines idées conservatrices et monarchiques. On entend beaucoup de négociants se plaindre du ralentissement des affaires, l'attribuer à toutes les incertitudes et les anxiétés d'un régime provisoire, mettre en doute qu'il soit

Radicalisme et despotisme centralisateur se tiennent étroitement par la main. Mais alors pourquoi les radicaux criaient-ils jadis si furieusement contre les gouvernements personnels? — Ah! c'est qu'alors le citoyen Gambetta ne pouvait point viser au fauteuil présidentiel et la bande qui le suit ne flairait pas la curée! Tandis qu'aujourd'hui, il s'agit d'hériter du pouvoir personnel.